

## L'aide aux loyers est dans le viseur de Guy Parmelin

**Commerces**  
Le soutien accordé aux loyers commerciaux est en péril. Le conseiller fédéral chargé de l'économie n'en veut pas. Il s'appuie sur un rapport.

Cette délicate question dans la périlleuse période économique traversée par les entreprises suisses sera à nouveau sur la table cette semaine. Ce jeudi, le Conseil national se penchera sur une loi visant à soulager les commerces qui ont souffert de la fermeture généralisée dictée par le Conseil fédéral au printemps en raison de la propagation du Covid-19. Pour que les faillites n'exploient pas, le projet veut qu'un locataire ne verse que 40% du loyer à son bailleur, pour deux mois au minimum.

Ce texte, Guy Parmelin, ministre de l'Économie, le botte en touche depuis des mois. Pour lui, «il est préférable de trouver des solutions concrètes, pragmatiques - comme cela a été fait dans de nombreux cantons - à un problème qui n'est pas à nier». Sur quoi s'appuie le conseiller fédéral pour consolider sa thèse? Sur un monitoring commandé par ses services. Que dit ce rapport, que s'est procuré «Le Matin Dimanche»? Seul un tiers des 390'000 baux commerciaux de Suisse a été touché par le semi-confinement. Cela correspond à 530 millions de francs par mois, soit 27% du volume total des loyers dans le commerce, qui dépasse le milliard. En outre, le nombre de locataires en difficulté est passé de 6% à 33% durant le *lockdown*, surtout en Suisse romande et au Tessin.

Autre point relevant de ce rapport: 40% des locataires n'ont fait aucune demande pour négocier leur loyer avec leur propriétaire. Et pour les autres 60%, dans la majorité des cas, une so-

lution a été trouvée (31% contre 19%). Dans la plupart des situations, il s'est agi d'une baisse du loyer.

### En route vers la reprise?

Profitant de cette publication, les services de Guy Parmelin rappellent que la conjoncture évolue dans le sens d'une reprise «rapide» et «robuste».

«Le nombre de faillites d'entreprises et les statistiques des organes de conciliation se situent actuellement dans la fourchette habituelle, voire en dessous du niveau de l'année dernière.» Le gouvernement s'estime ainsi renforcé dans sa volonté de ne rien faire. «Le Conseil fédéral est parvenu à la conclusion qu'il n'y a guère, à l'heure actuelle, d'indices pointant des difficultés globales et généralisées dans les domaines des loyers commerciaux, ce qui n'exclut pas pour autant la possibilité de situations insatisfaisantes dans des cas précis.»

«Il est préférable de trouver des solutions concrètes comme cela a été fait dans de nombreux cantons»

Guy Parmelin, conseiller fédéral chargé de l'Économie

À gauche et chez les lobbyistes des locataires, on évoque un rapport «orienté», selon le terme choisi par Baptiste Hurni (PS/NE), membre du comité de l'Association suisse des locataires (Asloca). «On devrait peut-être se concentrer sur tous ceux qui n'ont aucune solution», tacle le conseiller national.

Sébastien Jubin

### Le chiffre

7000 milliards

Apple, Microsoft, Alphabet (maison mère de Google), Amazon et Facebook dévoileront mardi et jeudi, après la clôture de la place new-yorkaise, leurs chiffres d'affaires et leurs bénéfices de juillet à septembre. Ces cinq mastodontes pèsent ensemble plus de 7000 milliards de dollars en Bourse. AFP

### Samsung en deuil



Le président du groupe sud-coréen Samsung Electronics, Lee Kun-hee, est mort dimanche à l'âge de 78 ans, a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Il vivait alité depuis une attaque cardiaque en 2014. «C'est avec une grande tristesse que nous annonçons la mort de Lee Kun-hee, président de Samsung Electronics», a déclaré le groupe. M. Lee a fait du groupe un géant mondial des télécommunications. Le vice-président, son fils Lee Jae-yong, est à la tête de l'entreprise depuis 2014. Samsung est de loin le plus grand des conglomérats sud-coréens qui dominent la 12e économie mondiale. Le chiffre d'affaires global de l'entreprise équivaut à un cinquième du produit intérieur brut du pays, ce qui en fait un élément crucial pour la santé économique de la Corée du Sud. ATS

### Aviation

#### La classe affaires fait tanguer les compagnies

Les déplacements professionnels en avion ont chuté depuis le début de la pandémie. Rien qu'aux États-Unis, American, United, Delta et Southwest ont encore perdu près de 11 milliards de dollars cumulés au troisième trimestre. La désaffection des voyageurs d'affaires est un problème pour les compagnies aériennes: s'ils ne représentent qu'environ 30% des passagers, ils apportent la moitié de leur chiffre d'affaires, selon la fédération représentant le secteur, Airlines for America. AFP

### États-Unis

# En Floride, le vote âprement des ex-détenus pourrait faire

**Les anciens prisonniers se battent pour un droit encore très difficile d'accès. Reportage à Miami, où les bureaux de vote sont déjà ouverts.**

Anaïs Renevier Miami

À 50 ans, Michael vient de voter pour la première fois de sa vie. Non pas parce qu'il ne s'intéressait pas à la politique, mais parce qu'il n'avait tout simplement pas le droit de se rendre aux urnes. Ce mécanicien noir américain a passé vingt-et-un ans derrière les barreaux dès son adolescence, à cause d'une série de «grosses erreurs» qu'il «assume et regrette».

Jusqu'à récemment, les ex-détenus en Floride n'avaient pas de deuxième chance: une fois sortis de prison, ils n'avaient plus le droit de voter. Pour Michael, cette journée est donc historique: «Je viens de voter pour la première fois de ma vie, confie-t-il avec émotion en sortant du bureau de vote. C'est un moment très important pour moi, maintenant ma voix peut être entendue. J'ai mon mot à dire sur ce qui se passe dans le monde!»

Des marches ont été organisées dans toute la Floride ce week-end. À Miami, les manifestants se sont rassemblés dans le quartier défavorisé de Brownsville, en scandant un slogan, «Free the Vote!» («Libérez le vote!»), pour faire entendre la voix de ceux qui n'ont pas pu voter. Car si Michael a pu se rendre aux urnes, ce n'est pas le cas de tous les ex-détenus. Candice est l'une des coorganisatrices de l'événement: «En fait, on célèbre seulement une demi-victoire. Ces citoyens peuvent voter seulement sous certaines conditions. Le combat n'est pas terminé!»

#### «Payer pour voter»

Ce combat est mené par la Florida Rights Restoration Coalition, fondée par Desmond Meade, un ancien criminel repent. Il a obtenu en 2018 que la Floride statue par référendum sur le sort des anciens prisonniers. Et les habitants de cet État ont largement décidé de rendre aux ex-détenus leur droit de vote. Ce qui a fortement



Samedi à Fort Lauderdale, comme ailleurs en Floride, la Florida Rights Restoration Coalition organisait

«On sort de prison, on galère à trouver un travail... Comment voulez-vous qu'on paie nos dettes en une fois?»

Natasha, ex-détenue

déplu au gouvernement républicain de Floride, qui a voulu faire modifier cette loi. C'est finalement la Cour suprême qui a tranché cet été: oui, les ex-détenus peuvent voter, mais seulement s'ils se sont acquittés de toutes leurs dettes auprès de la justice. «Cela exclut beaucoup d'entre eux, ceux qui n'ont pas pu payer et s'inscrire. C'est comme s'il fallait payer pour voter!» poursuit Candice.

Natasha était d'humeur festive pendant le rassemblement. À 48 ans, elle n'avait jamais manqué une élection. Jusqu'à celle de 2016: condamnée pour vol aggravé, elle n'a pas pu participer au dernier vote à sa sortie de prison. Elle vient de retrouver ce droit après s'être acquittée de ses dettes, mais c'est loin d'être le cas de toutes ses anciennes compagnes de cellule: «On sort de prison, on galère à trouver un tra-

vail... Comment voulez-vous qu'on paie nos dettes en une fois?»

#### Minorités bâillonnées

Les anciens prisonniers sont souvent pauvres et majoritairement hispaniques ou afro-américains. Pour certaines associations de défense des droits de l'homme, cette loi est un symbole de la restriction du droit de vote des minorités. Dans la manifestation, des panneaux «Black Lives Matter» jouxtent tout naturellement ceux de «Free the Vote»: les luttes convergent. «Limiter notre droit à voter, c'est le résultat d'un système oppressif, c'est un choix politique: ils ne veulent pas qu'on vote car ils savent qu'on votera pour une justice différente!» s'insurge Natasha.

Michael et Natasha ont reçu de l'aide de la Florida Rights Resto-

## Un an après la «révolution d'octobre», les Irakiens sont de

**Violences à Bagdad**  
Ils ont été des milliers ce dimanche à manifester dans tout le pays contre le système politique corrompu et le manque de travail.

«On veut une patrie, du travail pour nous et pour nos enfants, et que tous ceux qui sont au gouvernement partent!» Nous sommes place Tahrir, dans le centre de Bagdad. Dans le soleil chaud de ce dimanche de fin octobre, Dawood Salman crie, encore, toute sa rage contre l'immobilisme qui gangrène son pays, l'Irak.

Il y a un an, dans la première phase d'un mouvement de protestation populaire qui avait fait plus de 600 morts et 30'000 blessés, Dawood nous avait détaillé exactement les mêmes requêtes. Comme des dizaines d'artistes de rue, ce peintre sexagénaire handicapé avait passé des jours sur un graffiti dans le tunnel Sadoun, près de Tahrir, pendant que manifestants et forces de l'ordre se battaient autour de lui. Dans son autportrait, on le voyait en habits traditionnels irakiens demander «Quand obtiendrai-je mes droits?».

#### Les mêmes revendications

Un an après, Dawood et ses compatriotes se reposent la même

question. Et ce malgré un nouveau gouvernement provisoire en place depuis début mai, guidé par Mustafa Al-Kadhimi, et des élections prévues pour juin 2021. Comme en 2019, après une courte manifestation le 1er octobre, ils ont attendu la fin de la célébration musulmane d'Arbaïn pour reprendre les contestations.

Ce dimanche d'octobre a été un crescendo à Bagdad. Par centaines le matin, puis par milliers l'après-midi, des Irakiens de tous âges se sont amassés sur la place Tahrir et les deux ponts voisins, Jumhuriyah et Sinak, qui traversent le Tigre et mènent à la «zone verte», quartier doré des bureaux du gouvernement, des

ambassades et des Nations Unies. En essayant d'escalader les barrières en béton, ils ont crié à la révolution.

#### Aucun futur professionnel

«Comment se fait-il que personne d'entre nous n'ait du travail?» s'enflamme Al Hasen Mohsin, 25 ans, et déjà une foule de jeunes autour de lui l'incitent à poursuivre ses doléances. «Nous sommes ici pour continuer la révolution d'octobre et exiger justice pour nos martyrs de l'année dernière», lance-t-il. En Irak, 60% de la population a moins de 25 ans, dont un tiers est au chômage. Selon un rapport du gouvernement, le taux de pauvreté